

Extrait du *Démocratie & Socialisme*

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Rentrée : la quadrature du cercle**

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : dimanche 30 août 2015

---

**Démocratie & Socialisme**

---

Notre pays est plongé dans un profond sentiment d'impasse. Comment voulez vous approuver la proposition politique présidentielle qui consiste à baisser le déficit, baisser les dépenses publiques, baisser les impôts et augmenter la croissance ? C'est la quadrature du cercle.

1°) Baisser les déficits de 3,8 % à 3,3 % c'est assécher notre économie déjà en panne. C'est donner 55 milliards aux banques pour les intérêts d'une dette qui ne sera jamais remboursée et qui augmente au fur et à mesure, justement de la saignée que cela impose au pays. C'est comme un jardinier qui arrose la rivière pendant que son jardin dépérit : la dette est passée de 86 pts/Pib en 2012 à 97 pts/Pib en 2015.

2°) Baisser les dépenses publiques, c'est nuire à la sécurité sociale, aux retraites, aux collectivités territoriales, aux services publics, et du même coup affaiblir l'activité et l'emploi. Enlever 11 pts aux collectivités territoriales c'est fermer l'activité de milliers d'entreprises et supprimer des dizaines de milliers d'emplois. Supprimer 22 000 emplois dans les hôpitaux qui en manquent, quand on a 6 millions de chômeurs au total, est folie. Au moins pourrait-on créer de l'emploi public puisqu'avec 41 milliards de niches fiscales, le patronat licencie encore !

3°) Baisser les impôts alors que justement on a un problème de recettes, quel sens cela a-t-il ? Car baisser les impôts de ceux d'en bas peut se comprendre mais à condition, ce qui serait juste, de hausser massivement les impôts de ceux d'en haut. Les grandes multinationales et l'oligarchie richissimes paient des impôts dérisoires et la fraude fiscale est géante. Il faut prendre des dizaines de milliards aux 1 % et baisser la TVA pour les 99 %.

4°) La croissance vient de stagner à 0 au dernier trimestre et quand bien même elle atteindrait 1 %, l'emploi ne suit pas, on a 1 075 000 chômeurs de plus depuis mai 2012 et les inégalités s'accroissent, productrice de paralysie économique accrue

On sait que cette politique ne marche pas et encore une fois en cette rentrée pour le dernier budget utile de ce quinquennat, pour 2016, l'entêtement est de poursuivre dans la même erreur.

La droite veut d'ailleurs accroître cette erreur, l'aggraver, l'amplifier, faire encore plus reculer les droits sociaux, les salaires, les droits du travail

La gauche se désespère d'avoir gagné tous les pouvoirs en 2012 dans le pays et de les perdre les uns après les autres, renoncements, déceptions, découragements, divisions.

Même en matière de politique écologique, notre pays organise la « COP21 » tout en donnant scandaleusement priorité à la route contre le rail et en renversant tous les choix antérieurs. On marche sur la tête.

En droit du travail, le gouvernement qui affichait encore en 2013 sa volonté de freiner la précarité, a... fait voter la possibilité de 3 CDD de suite pour les jeunes.

Parlons de l'effroyable question des migrants où les drames atteignent des proportions sans précédent, le gouvernement Valls étant celui qui a refusé de partager en Europe un plancher d'accueil reparti par pays

Enfin le féroce coup d'état du 13 juillet de ce qui s'appelle « l'Eurogroupe » contre la démocratie, contre l'économie et les intérêts du peuple grec, a obligé le gouvernement Tsipras à plier devant d'inacceptables, indéfendables et inapplicables diktats. Il impose même la vente des ports, aéroports, d'îles, des télécoms... La droite qui avait été

balayée le 29 janvier et encore plus le 5 juillet 2015 tente de revenir et Syriza s'est malheureusement, de façon regrettable mais explicable, divisée. Les partants minoritaires d'Unité populaire se prononcent désormais pour la sortie de l'euro. Estimant n'avoir plus de mandat, dans ce contexte, Alexis Tsipras reconvoque démocratiquement des élections législatives : reste à ce que celles-ci confirment le 20 septembre une nette majorité de gauche et permettent suffisamment d'unité en son sein pour gouverner au plus près des intérêts du peuple grec et au plus loin de l'austérité scandaleuse imposée par la dictature des banques et des libéraux de la troïka.

La Grèce ne pèse que 2 % du Pib européen et dispose de moins de moyens de résister que la France si elle voulait le faire, avec 20 % de ce même Pib. Mais la logique Schauble de l'ordo-libéralisme (cf. « la cage de fer » in Monde diplomatique août 15) est à l'oeuvre partout, même si les voies et moyens de la résistance bougent et diffèrent : la direction de Podemos, alliée au PSOE en Espagne semble suivre Tsipras, tandis qu'en Grande-Bretagne, la défaite cuisante du Labour fait surgir en son sein un renouveau de gauche radicale avec Jeremy Corbyn.

La direction du PS a voté le 29 juillet des propositions d'infléchissement de la fameuse « politique de l'offre ». Car, selon François Rebsamen, qui quitte le navire gouvernemental, « quand on fait une politique de l'offre on est dans les mains du patronat ». Le PS a voté une autre méthode d'attribution des 12 milliards - sur 41 milliards- qu'il est encore prévu de distribuer, sans résultat au patronat. C'est un évènement. Cela impliquerait une amélioration du budget 2016, des contrôles, d'autres choix sociaux : eh bien non, le gouvernement Valls-Macron refait un coup de force façon 49-3, et il a refusé toute amélioration préférant devenir ouvertement minoritaire, « frondeur » à son tour, par rapport au parti majoritaire au Parlement. Que va faire le groupe parlementaire : suivre son parti ou suivre un gouvernement qui n'a pas de majorité dans le parti ?

Du coup toute la gauche se divise davantage pour les régionales de décembre, alors qu'elle devrait faire liste commune partout.

Et 2017 se présente ensuite comme un grand trou noir où la droite risque de s'affronter à l'extrême droite au second tour.

Nous, la gauche socialiste, la motion B, unie, nous devons nous mobiliser et tenter de sauver le navire de la gauche pour qu'il ne coule pas.

**Appeler à un programme de gauche de sursaut,**

**appeler à une unité de la gauche de sursaut,**

**appeler à des primaires pour un candidat de sursaut,**

**on ne peut pas se résigner à perdre sans tenter jusqu'au bout d'inverser le cours des choses.**

**Le temps du sursaut se compte désormais en mois.**